

Les subsides

Selon l'auteur, le montant des subventions du MEER, en dollars constants, aux provinces de l'Atlantique a baissé—je dis bien baissé—de 41.2 p. 100 entre 1970-1971 et 1977-1978. Partout ailleurs au Canada, il a augmenté de 5.9 p. 100. Dans la région qui en a le plus besoin, les subventions ont diminué de 41.2 p. 100, alors qu'elles augmentaient ailleurs au Canada. Pourquoi? Parce que les subventions du MEER, destinées à atténuer les disparités régionales, ont été saisies comme des déchets et éparpillés d'un bout à l'autre du Canada dans des régions sous la coupe du gouvernement, là où il pensait que cela servirait mieux ses fins politiques—en Ontario, au Québec et ailleurs au Canada. L'argent n'était plus dépensé dans les régions qui en avaient vraiment besoin. Soyons objectifs, ce fut une véritable assiette au beurre. Voilà ce qui est arrivé, monsieur le Président, et cet article le prouve.

D'après l'auteur, non seulement les provinces de l'Atlantique sont encore les plus désavantagées au Canada, mais, prises séparément et collectivement, elles ont le moins d'influence sur la politique fédérale. C'est évident, monsieur le Président: les députés de ces quatre provinces sont ceux qui ont le moins d'influence sur la politique fédérale. Les électeurs habitent le centre du Canada, le gouvernement tire sa force du centre du Canada et il est tout à fait indifférent à ce qui se passe dans les régions «périphériques» du pays. L'auteur cite le regretté David Alexander de l'Université Memorial selon qui l'existence d'un pays doit se justifier par quelque autre avantage que celui de constituer un marché commun. Un marché commun est possible, selon lui, sans pays.

L'existence du Canada en tant que pays doit avoir une raison d'être, monsieur le Président. Dans les provinces de l'Atlantique, nous ne voulons pas nous contenter de constituer un marché pour les produits de la région du centre. Un marché commun ne signifie pas nécessairement un seul et même pays, et la raison d'être du nôtre ne doit donc pas se limiter à offrir un débouché aux marchandises du Canada central et à empêcher les paiements de transfert qui nous permettront d'acheter les marchandises en question.

Selon l'auteur, l'engagement envers l'expansion régionale au Canada et le sentiment d'appartenir à un pays constituent une relation à double sens. Un pays qui ne s'engagerait pas à développer toutes ses régions ne saurait se définir comme une nation. La volonté de développer une région peut contribuer à atteindre ce but. Je suis tout à fait d'accord avec cette déclaration, monsieur le Président. Tous les députés devraient lire cet article, qui étaye notre motion et la justifie.

Parlons maintenant de Terre-Neuve et de la façon dont le gouvernement fédéral a puni cette province à cause de ses différends politiques avec le gouvernement provincial. Les dépenses fédérales au profit de Terre-Neuve ont atteint un point culminant en 1979-1980, soit 76.2 millions de dollars, pour ensuite diminuer régulièrement d'année en année: 46.5 millions en 1980-1981, 36.8 millions, dans le cadre du MEER, en 1981-1982, 34.9 millions en 1982-1983, et 31.4 millions en 1983-1984. Les prévisions pour la présente année font état de 28 millions de dollars. Cette diminution ne vient pas seulement du fait que les anciens programmes ont pris fin, mais de ce que le gouvernement canadien ne voudrait pas participer à de nouveaux programmes avec le gouvernement terre-neuvien pour le punir d'avoir osé exiger ce qu'il croyait être ses droits.

Un accord général de développement portant sur dix années a été signé en 1974. Le ministre fédéral chargé du MEER avait dit qu'une somme de un milliard de dollars serait affectée à ce programme. Mais, au total, 500 millions de dollars ont été versés en vertu de cet accord et des 23 ententes corollaires, soit la moitié seulement des fonds promis en 1974. Pourquoi? Parce que le gouvernement a décidé de punir Terre-Neuve pour avoir adopté une attitude indépendante sur la question des ressources sous-marines. Voilà la raison, monsieur le Président.

En janvier 1980, le premier ministre (M. Trudeau) est allé faire campagne à Terre-Neuve. Il a dit que le message central de la campagne, c'était que pour maintenir la croissance de Terre-Neuve, il fallait se débarrasser du budget Crosbie. C'est ce qu'il a dit, monsieur le Président. Eh bien! on a balancé par-dessus bord le budget Crosbie qui aurait favorisé la croissance de Terre-Neuve. Qu'est-il arrivé en 1983? Le produit intérieur brut de Terre-Neuve était inférieur de 2 p. 100 en termes réels à ce qu'il était en 1980. Le chômage à Terre-Neuve s'établissait en moyenne à 3.3 p. 100 en 1980, au moment où nous étions au pouvoir et où nous avons présenté le budget Crosbie. Quelle a été la moyenne l'an dernier? Environ 18.8 p. 100. Quelle était-elle en avril dernier? Environ 19.6 p. 100. Voilà pour les bêtises que le premier ministre a débitées quand il a prétendu que Terre-Neuve continuerait de prospérer si le budget Crosbie était rejeté. Si nous avions mis le budget Crosbie en pratique, Terre-Neuve serait aujourd'hui en pleine expansion et l'aurait été pendant les quatre dernières années et demie.

Le premier ministre a ajouté que son parti n'avait pas négligé Terre-Neuve par le passé et qu'il ne la négligerait pas dans l'avenir. Tout au long des quatre dernières années et demie, le premier ministre n'a fait que décevoir Terre-Neuve.

Quel était le quatrième volet du programme électoral des libéraux relativement à l'économie? J'ai le programme électoral au complet sous les yeux, monsieur le Président. Le parti libéral s'engageait à renforcer l'économie de chaque région du pays pour assurer la prospérité de l'ensemble du Canada. C'est ce qu'il promettait. Le gouvernement l'a-t-il fait? Non, il s'est débarrassé du MEER et l'a remplacé par le MEIR puis il a sabré les dépenses et les programmes destinés à supprimer les disparités régionales. J'ai déjà mentionné le rapport du Sénat sur la politique gouvernementale et le développement économique, qui relevait les faiblesses du programme actuel, et je n'ai pas le temps de revenir là-dessus.

En septembre 1983, le premier ministre de la province a rencontré le ministre qui a pris la parole aujourd'hui. Ils se sont mis d'accord sur dix initiatives à propos desquelles des ententes auxiliaires devaient être signées dans l'année. Seulement deux ententes ont été signées, celle sur les minéraux et celle sur la planification; il en reste donc huit encore à signer. L'entente sur le développement rural n'est pas signée, celle sur la modernisation des usines de pâtes et papiers non plus, ni les autres sur les transports, sur les industries de l'océan, sur le tourisme, sur l'agriculture, sur la Caisse de développement de la péninsule de Burin et sur l'infrastructure des pêches. Voilà pourquoi le gouvernement fédéral ne dépensera que 28 millions de dollars à Terre-Neuve pendant l'exercice financier en cours dans le cadre des programmes du MEIR. Il devrait dépenser